

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

THE EXPORT-IMPORT BANK OF CHINA

(Succursale de paris)

Adresse de la succursale en France : 62 rue de Courcelles, 75008 Paris

452 561 958 R.C.S. Paris

Documents comptables annuels**I. Bilan et hors bilan au 31 décembre 2023**

(en milliers d'euros)

ACTIF	Notes	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
CAISSES, BANQUES CENTRALES, CCP	3.1	56 824	29 716
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES		0	0
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3.2.1	452 240	508 857
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	3.3.1	377 099	620 058
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE		0	0
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	3.7.1	11 249	0
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME		0	0
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES		0	0
OPERATIONS DE CREDIT-BAILE ET DE LOCATION SIMPLE		0	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3.4	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3.4	21 774	22 429
AUTRES ACTIFS	3.5.1	689	213
COMPTES DE REGULARISATION	3.6.1	0	56
TOTAL DE L'ACTIF		919 875	1181 329

PASSIF	Notes	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
BANQUES CENTRALES		0	0
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3.2.2	165.864	108.506
DEPOTS DE LA CLIENTELE	3.3.2	94.944	0
DETTES REPRESENTES PAR UN TITRE	3.7.2	366.445	767.211
AUTRES PASSIFS	3.5.2	847	710
COMPTES DE REGULARISATION	3.6.2	10.576	15.186
PROVISIONS	3.8	3.108	9.458
DETTES SUBORDONNEES		0	0
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)		0	0
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	3.9	278.091	280.258
Capital souscrit		287.829	287.829
Primes d'émission		0	0
Réserves		0	0
Ecart de réévaluation		0	0

Provisions réglementées et subventions d'investissement		0	0
Report à nouveau		-7.569	-5.616
Résultat de l'exercice (+/-)		-2.169	-1.955
TOTAL DU PASSIF		919.875	1.181.329

ENGAGEMENTS DONNÉS	Notes	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Engagements de financement	5.1	122 624	73 506
Engagements de garantie	5.2	182 852	5 063
Engagements sur titres		0	0
ENGAGEMENTS REÇUS	Notes	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Engagements de financement	5.3	652 489	633 152
Engagements de garantie	5.4	257 352	190 733
Engagements sur titres		0	0

II. Compte de résultat

(En milliers d'euros)

	Notes	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Intérêts et produits assimilés	4.1	56 993	28 858
Intérêts et charges assimilées	4.1	-27 847	-17 194
Produits sur opérations de crédit-bail et de locations simples		0	0
Charges sur opérations de crédit-bail et de locations simples		0	0
Revenus des titres à revenu variable		0	0
Commissions (produits)	4.2	2 103	1 616
Commissions (charges)	4.2	- 100	- 2
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	4.3	- 553	- 147
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	4.4	-28 776	0
Autres produits d'exploitation bancaire		0	0
Autres charges d'exploitation bancaire	4.5	- 10	- 13
PRODUIT NET BANCAIRE		1 808	13 118
Charges générales d'exploitation	4.6	-9 274	-8 744
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	4.7	- 762	- 765
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		-8 229	3 609
Coût du risque	4.8	6 060	-5 292
RESULTAT D'EXPLOITATION		-2 169	-1 683
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		0	0
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		-2 169	-1 683
Résultat exceptionnel		0	0
Impôt sur les bénéfices	4.10	0	- 283
Dotations/ Reprises de FRBG et provisions réglementées		0	0
RESULTAT NET		-2 169	-1 966

III. Notes Annexes aux comptes individuels Annuels

Note 1. Cadre Général

1. The Export-Import Bank of China (CEXIM)

Fondée en 1994 et détenue à part entière par le gouvernement central, la Banque d'Import-Export de Chine est une banque sous la direction du Conseil des Affaires d'État. Ses notations financières sont en conformité avec celle de la souveraineté de la Chine. La Banque a son siège à Beijing.

La Banque d'Import-Export de Chine a pour mission de favoriser les exportations et importations de produits électromécaniques, d'équipements complets et de produits de haute technologie, d'encourager les entreprises ayant des avantages comparatifs à entreprendre des projets forfaitaires et à investir à l'étranger, de promouvoir le développement des relations étrangères ainsi que la coopération économique internationale.

La Succursale Parisienne de The Export-Import Bank of China (ci-après dénommée la Succursale) a obtenu de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) son agrément d'établissement de crédit le 8 octobre 2013. Son activité a débuté en novembre 2013.

L'activité de la Succursale est d'accorder des financements et des garanties ; de recevoir des dépôts ; et de fournir des services de paiement aux entreprises.

En 2023, la Succursale a poursuivi l'activité des prêts interbancaires et à la clientèle. Ces prêts ont été accordés aux établissements de crédit, aux entreprises et aux gouvernements situés en Europe, Asie, Afrique, etc. La succursale a lancé en 2022 l'activité de l'émission de lettres de garantie pour ses clients.

En outre, la Succursale a continué de renforcer les relations avec les contreparties interbancaires pour augmenter sa capacité de financement. La succursale a lancé l'activité des dépôts de la clientèle en 2023.

2. Evénements significatifs

2.1 Impacts significatifs de l'événement Guerre en Ukraine

Le conflit entre l'Ukraine et la Russie débuté en 2022 a eu un impact important sur l'économie mondiale, cependant, la Succursale n'a pas été impactée indirectement concernant le volume de ses opérations et de ses clients malgré l'absence de contrats avec des contreparties russes et/ou ukrainiennes. Par suite de cet événement les procédures d'investissement ont été mises à jour afin de se conformer avec les lois internationales, européennes et locales.

En 2023, la société ne détient aucune exposition sur des contreparties russes, ukrainiennes ou biélorusses.

2.2 Autres événements significatifs

La Succursale a lancé l'activité des dépôts de la clientèle en février 2023.

Le 4 décembre 2023, la succursale de Paris a échangé 665 611 569 actions, au prix unitaire de 0,060133 euro, pour une valeur nominale de 40 millions d'euros; le prix du marché à ce moment-là était de 0,0152 euro, soit une valeur globale de 10 millions d'euros. La valeur de marché des actions au 31 décembre est de 11 millions d'EUR, la provision pour dépréciation des titres est de 29 millions d'EUR.

3. Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture susceptible d'avoir un impact sur les comptes pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 n'a été identifié.

Note 2. Principes et méthodes comptables

1. Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées

Les comptes individuels annuels de la Succursale ont été établis et présentés conformément aux règles définies dans le respect des règlements de l'Autorité des normes comptables (ANC) et notamment du règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

L'exercice clos le 31 décembre 2023 a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.

2. Changements de méthodes comptables

Par rapport à l'exercice précédent, aucun changement de méthode comptable n'a été effectué au cours de l'exercice 2023 par la Succursale.

3. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables ;
- indépendance des exercices ;

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Seules sont exprimées les informations significatives.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes.

3.1. Opérations en devises

Les créances, les dettes et les engagements hors bilan libellés en devises sont évalués au cours de change à la clôture de l'exercice.

Les immobilisations corporelles et les capitaux propres reçus en devises sont évalués et enregistrés au coût historique, utilisant le taux de change en vigueur à la date de l'opération.

Les produits perçus et les charges payées en devises sont enregistrés au taux de change moyen calculé sur une période de 12 mois.

Le taux de change employé pour la conversion est celui publié par la Banque de France.

À chaque arrêté comptable, les écarts de conversion sur créances et dettes libellées en monnaies étrangères (hors la dotation en capital en devise), sont enregistrés au compte de résultat en comptes de gains ou pertes sur opérations de change et d'arbitrage.

Les écarts de conversion, dus à des taux de change différents utilisés pour convertir les postes du bilan et du compte de résultat, sont enregistrés au compte de résultat en comptes de gains ou pertes sur opérations de change et d'arbitrage.

Les écarts de conversion, relatifs aux capitaux propres reçus en devises étrangères, sont enregistrés au bilan en comptes de régularisation.

3.2. Opérations de caisse

La caisse est composée des billets et monnaies, en euro et en devises.

3.3. Créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont enregistrées au bilan à leur valeur nominale, augmentées des intérêts courus non échus et nets des éventuelles dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les créances sur les établissements de crédit sont présentées aux notes selon leur durée initiale. Les créances sur la clientèle sont présentées aux notes selon le type de contrepartie.

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont réparties entre les créances saines, qu'elles aient ou non fait l'objet d'une restructuration, et les créances douteuses.

Sont considérés comme douteux, les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes : lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins ; lorsque l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non recouvrement ; et si les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse sont considérés.

Les créances douteuses sont reclassées en créances saines, lorsque le paiement des échéances contractuelles initiales d'un crédit devenu douteux reprend de manière régulière, et qu'il n'existe plus de soldes impayés.

Les intérêts sur créances douteuses sont comptabilisés conformément aux termes du contrat et sont enregistrés en créances rattachées. Ils entrent dans la base du calcul de la dépréciation pour la créance douteuse.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques sont déterminées sur base individuelle et inscrites à l'actif du bilan en déduction des valeurs brutes des créances concernées. Les pertes probables relatives aux encours de crédit sains et aux engagements hors bilan sont déterminées sur base collective et inscrites en provisions au passif du bilan.

Les dotations et reprises de provision pour dépréciations des créances sur établissements de crédit et sur la clientèle, les provisions sur encours des crédit sains, les provisions sur engagements hors bilan (hors instruments financiers de hors bilan), ainsi que les pertes sur créances irrécupérables, les récupérations sur créances amorties et les autres mouvements de provisions sur risque de contrepartie sont enregistrées en coût du risque au compte de résultat.

3.4. Dettes envers les établissements de crédit et dettes représentées par un titre

Les dettes envers les établissements de crédit et les dettes représentées par un titre sont enregistrées au bilan à leur valeur nominale, augmentées des intérêts courus non échus.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées aux notes selon leur durée initiale. Les dettes représentées par un titre sont présentées aux notes selon la nature de leur support.

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

3.5. Participations et autres titres détenus à long terme

Ce poste comprend les actions et autres titres à revenu variable qui donnent des droits dans le capital d'une entreprise lorsque ces droits en créant un lien durable avec celle-ci sont destinés à contribuer à l'activité de l'établissement assujetti, à l'exception de ceux détenus dans des entreprises liées.

3.6. Actions et autres titres à revenu variable

Les actions et autres titres à revenu variable détenus pour permettre la poursuite des relations bancaires entretenues avec la société émettrice, et qui ne peuvent pas être classés parmi les parts dans les entreprises associées, ou les parts dans les co-entreprises ou encore les parts dans les entreprises liées.

3.7. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par :

le règlement ANC n° 2004-06 relatif à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, abrogé et repris par le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 modifié par le règlement ANC n° 2020-10 du 22 décembre 2020 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

a) Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Le logiciel acquis par la Succursale, comptabilisé dans cette rubrique, est amorti sur une durée d'un an.

b) Immobilisations corporelles

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable.

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition, à leur coût de production ou à leur coût réévalué. Le coût des immobilisations libellé en devises est converti en EUR au cours du jour de l'opération.

Les biens sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

Durées retenues dans les comptes de la Succursale pour la période.

Immobilisations corporelles	Durée d'amortissement
Terrain	0 ans
Structure et ossature	50 ans
Second œuvre	25 ans
Agencements intérieurs	13 ans
Gros équipements	15 ans
Parking	50 ans
Matériel de transport	6 ans
Matériel de Communication	5 ans
Matériel électronique	3 ans
Matériel électrique	5 ans
Matériel de Bureau	5 ans
Mobiliers et autres	5 ans

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur d'utilité d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

3.8. Produits et charges d'intérêts et de commissions

Les intérêts et commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés, selon la méthode de comptabilité d'exercice, en compte de résultat prorata temporis.

Les intérêts et commissions reçus et payés sont étalés de manière linéaire en fonction de la durée et du montant de l'engagement.

Les intérêts et commissions à recevoir et à payer sont courus de manière linéaire en fonction de la durée et du montant de l'engagement.

3.9. Coût du risque

Ce poste comprend les dotations et reprises de provision pour dépréciations des créances sur établissements de crédit et sur la clientèle, les provisions sur encours de crédit sains, les provisions sur engagements hors bilan (hors instruments financiers de hors bilan), ainsi que les pertes sur créances irrécupérables, les récupérations sur créances amorties et les autres mouvements de provisions sur risque de contrepartie.

Les dotations nettes aux provisions ne relevant pas de tels risques sont classées dans les rubriques du compte de résultat correspondant à leur nature.

3.10. Autres actifs et autres passifs

Les autres actifs et autres passifs sont principalement composés par les comptes « débiteurs divers » et « créditeurs divers ».

Les comptes « débiteurs divers » et « créditeurs divers » sont les comptes utilisés pour comptabiliser les créances et les dettes à l'égard des tiers qui ne figurent pas dans les autres comptes d'actif et de passif, à l'exclusion des comptes de régularisation.

3.11. Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt sur les bénéfices correspond théoriquement au montant dû au titre des bénéfices imposables de l'exercice.

Le taux normal de l'impôt sur les sociétés applicable à la Succursale dont le chiffre d'affaires est supérieur à 7630 milles d'EUR, est à 25%. La contribution additionnelle à l'IS s'élève à 3,3 % de l'IS dû avec application d'un abattement de 763 milles d'EUR.

Note 3. Informations sur le bilan

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

1. Caisses, Banques centrales et CCP

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Billets et monnaies	0	0
Banques centrales	56 824	29 716
TOTAL	56 824	29 716

Le dépôt auprès de la Banque de France est à 56 824 milles d'EUR, et est conforme aux exigences relatives aux réserves obligatoires et au ratio de couverture de liquidité.

2. Opérations interbancaires

2.1. Créances sur les établissements de crédit

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Comptes ordinaires (des établissements de crédit)	29 513	8 447

Comptes et prêts à terme	266 064	264 695
Prêts financiers	153 235	232 200
Créances rattachées	3 428	3 515
TOTAL	452 240	508 857

Les créances à terme sont principalement composées des:

- comptes ordinaires pour 30 millions d'EUR ;
- prêts à terme pour 266 millions d'EUR ;
- prêts financiers pour 153 millions d'EUR ;
- intérêts courus non échus rattachés aux prêts pour 3 millions d'EUR.

2.2. Dettes envers les établissements de crédit

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Comptes et emprunts à terme	164 430	107 819
Dettes rattachées	1 434	687
TOTAL	165 864	108 506

Les dettes envers les établissements de crédit sont principalement composées d'emprunts interbancaires avec la maturité initiale d'une durée de moins de 12 mois, et les intérêts courus non échus rattachés aux emprunts.

3. Opérations avec la clientèle

3.1. Crédits à la clientèle

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Crédits à la clientèle	373 760	616 212
Entreprises	373 760	610 988
-Financière	97 104	169 955
-Non-financière	276 656	441 033
Gouvernements	0	5 224
Créances rattachées	3 339	3 846
Entreprises	3 339	3 787
-Financière	1 214	1 279
-Non-financière	2 125	2 508
Gouvernements	0	59
TOTAL	377 099	620 058

Les crédits à la clientèle sont composés des :

- crédits octroyés aux entreprises financières pour 97 millions d'EUR ;
- crédits octroyés aux entreprises non-financières pour 277 millions d'EUR ;
- intérêts courus non échus rattachés aux crédits à la clientèle pour 3 millions d'EUR.

Au 31 décembre 2023, tous les crédits et intérêts rattachés sont inscrits en créances saines.

Les opérations relatives à la conversion de dette en actions du projet du prêt d'ORPEA ont été réalisées en décembre 2023.

3.2. Dépôts de la clientèle

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Dépôts de la clientèle	94 082	
Entreprises	94 082	
- Financière	94 082	
- Non-financière	0	
Gouvernements	0	
Créances rattachées	862	
Entreprises	862	
- Financière	862	
- Non-financière	0	
Gouvernements	0	
TOTAL	94 944	0

Au 31 décembre 2023, les dépôts de la clientèle sont principalement composés des dépôts à terme à taux fixe auprès d'entreprises et les intérêts courus non échus rattachés aux dépôts.

4. Immobilisations incorporelles et corporelles

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2022	Augmentations	Diminutions	Au 31/12/2023
VALEURS BRUTES	34 366	107	0	34 504
Immobilisations incorporelles d'exploitation	0	0	0	0
Immobilisations corporelles d'exploitation	34 397	107	0	34 504
Terrains, constructions, agencements et installations	32 831	0	0	32 831
- Terrain	8 957	0	0	8 957
- Structure et ossature	10 443	0	0	10 443
- Second oeuvre	5 802	0	0	5 802
- Agencements intérieurs	3 507	0	0	3 507
- Gros équipements	3 481	0	0	3 481
- Parking	641	0	0	641
Matériel de transport	215	0	0	215
Matériel de Communication	31	0	0	31
Matériel électronique	795	100	0	895
Matériel électrique	136	6	0	142
Matériel de Bureau	48	0	0	48
Mobiliers et autres	341	1	0	342
AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS	-11 203	- 762	0	-12 730
Immobilisations incorporelles d'exploitation	0	0	0	0
Immobilisations corporelles d'exploitation	-11 203	- 762	0	-12 730
Terrains, constructions, agencements et installations	-10 460	- 734	0	-11 194
- Structure et ossature	-2 295	- 199	0	-2 494
- Second oeuvre	-2 565	- 204	0	-2 769
- Agencements intérieurs	-2 838	- 171	0	-3 009
- Gros équipements	-2 614	- 148	0	-2 762
- Parking	- 148	- 12	0	- 160
Matériel de transport	- 215	0	0	- 215
Matériel de Communication	- 31	0	0	- 31

Matériel électronique	- 764	- 17	0	- 781
Matériel électrique	- 133	- 2	0	- 135
Matériel de Bureau	- 43	- 2	0	- 45
Mobiliers et autres	- 322	- 7	0	- 329
TOTAL VALEURS NETTES	23 163	- 655	0	21 774

Les immobilisations corporelles sont principalement composées, de l'immeuble abritant le siège social de la Succursale.

Cet immeuble sis au 62 rue de Courcelles à Paris, a été financé pour 22,4 millions d'EUR en septembre 2010 par la maison mère de CEXIM. D'importants travaux de rénovation d'une valeur totale de 9,5 millions d'EUR ont été entrepris entre 2010 et 2013.

L'ensemble immobilier rénové a été ventilé dans un premier temps entre la part du terrain, et la part de la construction. Puis dans un second temps, la part de la construction a été décomposée par grandes familles de composants au vu des conclusions du rapport d'expertise immobilier de l'entreprise GALTIER.

La succursale a remboursé le 29 décembre 2020 la dette d'un montant de 31 millions d'EUR auprès de la maison mère relative au transfert des immobilisations lors de la création de la succursale en 2013.

5. Autres actifs et autres passifs

5.1. Autres actifs

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Cautions diverses	189	112
Dépôts de garantie au FGDR	47	44
Impôts et taxes	283	0
Autre débiteurs divers	171	57
TOTAL	689	213

Au 31 décembre 2023, les autres actifs sont principalement constitués des cautions diverses, des dépôts de garantie au FGDR, et des impôts et taxes à recevoir, et autres débiteurs divers.

5.2. Autres passifs

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Charges sociales à payer	593	542
Impôts et taxes	197	161
Taxes sur rémunérations à payer	0	51
Autre impôts et taxes à payer	197	110
Autre créditeurs	57	7
TOTAL	847	710

Au 31 décembre 2023, les autres passifs sont principalement composés des charges sociales à payer, des impôts et taxes à payer, et autres créditeurs divers.

6. Comptes de régularisation

6.1. Comptes de régularisation de l'actif

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Produits à recevoir	0	56
Commissions	0	56
Intérêts	0	0
Ecart de conversion sur capitaux propres reçus en devises étrangères	0	0
TOTAL	0	56

Au 31 décembre 2023, aucun montant n'est enregistré dans ces comptes de régularisation à l'actif.

6.2. Comptes de régularisation du passif

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Produits à répartir et les produits constatés d'avance	4 263	4 404
Commissions	4 263	3 690
Intérêts	0	714
Ecart de conversion sur capitaux propres reçus en devises étrangères	6 313	10 782
TOTAL	10 576	15 186

Au 31 décembre 2023, les comptes de régularisation au passif sont principalement constitués des produits à répartir et les produits constatés d'avance, tels que les commissions et intérêts reçus dont les produits concernent une période postérieure à l'exercice en cours, ainsi que les écarts de conversion relatifs aux capitaux propres reçus en devises étrangères.

7. Opérations relative aux titres**7.1. Actions et autres titres à revenu variable**

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Actions et autres titres à revenu variable	40 025	0
Créances pour les variations de FV	0	0
Provision pour les variations de FV	-28 776	
TOTAL	11 249	0

Les opérations relatives à la conversion de dette en actions du projet du prêt d'ORPEA ont été réalisées en décembre 2023.

Le 4 décembre 2023, la succursale de Paris a échangé 665 611 569 actions, au prix unitaire de 0,060133 euro, pour une valeur nominale de 40 millions d'euros; le prix du marché à ce moment-là était de 0,0152 euro, soit une valeur globale de 10 millions d'euros. La valeur de marché des actions au 31 décembre est de 11 millions d'EUR, la provision pour dépréciation des titres est de 29 millions d'EUR.

7.2. Dettes représentées par des titres

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Titres de créances négociables	361 991	762 535
Dettes rattachées	4 454	4 676
TOTAL	366 445	767 211

La Succursale a procédé à l'émission en juillet 2022 des titres de créance négociable (MTNs) à taux fixe d'un montant initial de 400 millions d'USD.

8. Provisions

en milliers d'euros	Au 31/12/2022	Dotation	Reprise		Au 31/12/2023
			Utilisée	Non-utilisée	
Sur encours de crédit sains	9 201	2 789	0	9 200	2 790
Provision sur portefeuilles bancaires	123	160	0	123	160
Provision sur portefeuille clients	9 078	2 630	0	9 078	2 630
Sur engagements hors bilan	257	283	0	222	318
Provision sur portefeuilles bancaires	0	29	0	0	29
Provision sur portefeuille clients	257	254	0	222	289
TOTAL	9 458	3 073	0	9 423	3 108

Les provisions déterminées sur base collective, en adéquation avec la stratégie de la maison mère, sont principalement constituées des provisions sur encours de crédit sains et sur engagements hors bilan.

Conformément aux règles du groupe, la succursale n'a pas provisionné les crédits garantis par les entités au sein du groupe.

Compte tenu de la taille de l'établissement en France et du nombre d'opérations réalisées chaque année, la succursale ne dispose pas de données suffisantes pour développer son propre modèle de dépréciation statistique sur les encours sains, y compris les encours dits « Special mention ». C'est la raison pour laquelle, elle a utilisé au 31.12.2020 pour la première fois le modèle et les taux développés par le Groupe afin de calculer sa provision « collective ».

9. Capitaux propres hors FRBG

en milliers d'euros	Capitaux propres hors FRBG 2022	Affectation du résultat	Augmentation de capital	Résultat 2023	Capitaux propres hors FRBG 2023
Capital	287 829	0	0	0	287 829
Report à nouveau	-5 615	-1 954	0	0	-7 569
Résultat de l'exercice	-1 954	1 954	0	-1 636	-1 636
TOTAL	280 259	0	0	-1 636	278 623

La succursale a procédé à une dotation en capital le 21 juillet 2017 d'un montant de 137 176 milles d'USD soit 117 829 milles d'EUR amenant le capital reçu à un montant total de 287 829 milles d'EUR au 31 décembre 2017. Sans modification sur les exercices de 2018 à 2023, le capital est supérieur à 287 829 milles d'EUR au 31 décembre 2023.

10. Maturité résiduelle des postes d'actif et de passif

en milliers d'euros	moins de 3 mois	de 3 mois à 1 an	de 1 an à 5 ans	plus de 5 ans	Indéterminé	Au 31/12/2023
ACTIF						
CAISSES, BANQUES CENTRALES, CCP	56 824	0	0	0	0	56 824

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	230 478	68 527	153 235	0	0	452 240
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	12 337	195 118	96 973	72 670	0	377 099
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE		11 249				11 249
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0	0	0	0	21 774	21 774
AUTRES ACTIFS	0	0	0	0	689	689
COMPTES DE REGULARISATION	0	0	0	0	0	0
TOTAL DE L'ACTIF	299 640	274 894	250 208	72 670	22 463	919 875

PASSIF						
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	165 864	0	0	0	0	165 864
DEPOTS DE LA CLIENTELE	0	94 944				94 944
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	4 454	361 991	0	0	0	366 445
AUTRES PASSIFS	0	0	0	0	847	847
COMPTES DE REGULARISATION	0	0	0	0	10 576	10 576
PROVISIONS	0	0	0	0	3 108	3 108
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	0	0	0	0	278 091	278 091
TOTAL DU PASSIF	170 319	456 935	0	0	292 622	919 875

11. Ventilation par devise des postes du bilan

<i>en milliers d'euros</i>	EUR	USD	CNY	OFFSET	Au 31/12/2023
ACTIF					
CAISSES, BANQUES CENTRALES, CCP	56 824	0	0	0	56 824
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	81 369	370 867	5	0	452 240
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	122 740	254 359	0	0	377 099
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	11 249	0	0		11 249
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	21 774	0	0	0	21 774
AUTRES ACTIFS	689	0	0	0	689
COMPTES DE REGULARISATION	0	0	0	0	0
TOTAL DE L'ACTIF	294 646	625 225	5	0	919 875

PASSIF					
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	160 422	5 442	0	0	165 864

DEPOTS DE LA CLIENTELE	0	94 944	0		94 944
DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	0	366 445	0	0	366 445
AUTRES PASSIFS	847	0	0		847
COMPTES DE REGULARISATION	7 389	3 188	0	0	10 576
PROVISIONS	903	2 204	0	0	3 108
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	249 493	28 598	0	0	278 091
TOTAL DU PASSIF	419 055	500 820	0	0	919 875

Notes 4. Informations sur le compte de résultat

1. Charges d'intérêts et produits assimilés

en milliers d'euros	Au 31/12/2023			Au 31/12/2022		
	Charges	Produits	Net	Charges	Produits	Net
Banques centrales	0	109	109	0	- 102	- 102
Opérations avec les établissements de crédit	-5 917	12 074	6 157	-1 734	2 993	1 259
Titres et créances négociables	-14 612	0	-14 612	-15 460	0	-15 460
Prêts financiers	0	15 346	15 346	0	6 585	6 585
Autres crédits à la clientèle	0	29 464	29 464	0	19 382	19 382
Dépôts de la clientèle	-7 318	0	-7 318	0	0	0
TOTAL	-27 847	56 993	29 146	-17 194	28 858	11 664

Les charges d'intérêts sont composées des :

- intérêts sur les emprunts à terme auprès des établissements de crédit pour 5917 milles d'EUR ;
- intérêts sur les titres et créances négociables pour 14612 milles d'EUR.
- intérêts sur les dépôts de la clientèle pour 7318 milles d'EUR.

Les produits assimilés sont composés des :

- intérêts sur dépôt à la Banque de France pour 109 milles d'EUR ;
- intérêts sur les comptes ordinaires et les prêts à terme auprès des établissements de crédit pour 12074 milles d'EUR ;
- intérêts sur les prêts financiers octroyés aux établissements de crédit pour 15346 milles d'EUR ;
- intérêts sur les crédits octroyés aux clients non-bancaires pour 29464 milles d'EUR.

2. Commissions

en milliers d'euros	Au 31/12/2023			Au 31/12/2022		
	Charges	Produits	Net	Charges	Produits	Net
Opérations avec les établissements de crédit	- 1	0	- 1	- 2	0	- 2
Titres et créances négociables	0	0	0	0	0	0
Prêts financiers	0	450	450	0	226	226
Autres crédits à la clientèle	- 99	1 652	1 553	0	1 390	1 390
Dépôts de la clientèle	0	0	0	0	0	0
TOTAL	- 100	2 103	2 002	- 2	1 616	1 614

Les charges de commissions sont composées des :

- commissions sur les opérations interbancaires pour 1 milles d'EUR;
- commissions sur les opérations avec la clientèle pour 99 milles d'EUR;

Les produits de commissions sont composés des :

- commissions sur les prêts financiers pour 450 milles d'EUR ;
- commissions sur les crédits à la clientèle pour 1652 milles d'EUR

3. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Sur l'écart de conversion	- 627	- 158
Sur l'augmentation de capital en devise	0	0
Sur les opérations en devise	73	11
TOTAL	- 553	- 147

Les gains / pertes sur les opérations de change sont composées des :

- écarts de conversion résultant de l'écart entre les taux utilisés au bilan et au compte de résultat pour -627 milles d'EUR ;
- écarts de conversion sur actifs et passifs en devises étrangères (hors la dotation en capital en devise) pour 73 milles d'EUR.

4. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Solde net des dotations et reprises sur conversion de actions	-29 908	0
Solde net des dotations et reprises sur variation de FV des actions	1 132	0
TOTAL	-28 776	0

Les opérations relatives à la conversion de dette en actions du projet du prêt d'ORPEA ont été réalisées en décembre 2023.

Le 4 décembre 2023, la succursale de Paris a échangé 665 611 569 actions, au prix unitaire de 0,060133 euro, pour une valeur nominale de 40 millions d'euros; le prix du marché à ce moment-là était de 0,0152 euro, soit une valeur globale de 10 millions d'euros . La valeur de marché des actions au 31 décembre est de 11 millions d'EUR, la provision pour dépréciation des titres est de 29 millions d'EUR.

En 2023, les pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés est de 29 millions d'EUR.

5. Autres charges d'exploitation bancaire

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Cotisations définitives - FRN	- 8	- 11
Cotisations simples et Cotisation frais de fonctionnement	- 2	- 2
Garantie des dépôts	- 1	- 1
Garantie Cautions	- 1	- 1
Intérêts	0	0
TOTAL	- 10	- 13

Les autres charges d'exploitations bancaires sont principalement composées de cotisations au FGDR pour 10 milles d'EUR.

6. Charges générales d'exploitation

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Frais de personnel	-6 523	-5 816
Salaires et traitements	-3 929	-4 003
Autres charges sociales	-1 980	-1 235
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	- 614	- 578
Autres charges générales d'exploitation	-2 348	-2 551
Impôts et taxes	- 403	- 377
TOTAL	-9 274	-8 744

Les charges générales d'exploitation sont principalement composées des frais de personnel, les autres charges générales d'exploitation, et les impôts et taxes.

7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Immobilisations incorporelles d'exploitation	0	0
Immobilisations corporelles d'exploitation	- 762	- 765
Terrains, constructions, agencements et installations	- 734	- 734
-Structure et ossature	- 199	- 199
-Second oeuvre	- 204	- 204
-Agencements intérieurs	- 171	- 171
-Gros équipements	- 148	- 148
-Parking	- 12	- 12
Matériel de transport	0	0
Matériel de Communication	0	0
Matériel électronique	- 17	- 17
Matériel électrique	- 2	- 6
Matériel de Bureau	- 2	- 2
Mobiliers et autres	- 7	- 6
TOTAL	- 762	- 765

8. Coût du risque

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Sur encours de crédit sains	6 304	-5 214
Solde net des dotations et reprises sur portefeuilles bancaires	- 40	- 6
Solde net des dotations et reprises sur portefeuilles clients	6 344	-5 208
Sur engagements hors bilan	- 244	- 78
Solde net des dotations et reprises sur portefeuilles bancaires	- 30	0
Solde net des dotations et reprises sur portefeuilles clients	- 214	- 78
TOTAL	6 060	-5 292

Le coût du risque est principalement composé du solde net des dotations et reprises sur encours de crédits sains et sur engagements hors bilan. Compte tenu de la taille de l'établissement en France et du nombre d'opérations

réalisées chaque année, la succursale ne dispose pas de données suffisantes pour développer son propre modèle de dépréciation statistique sur les encours sains, y compris les encours dits « Special mention ».

C'est la raison pour laquelle, elle a utilisé au 31.12.2020 pour la première fois le modèle et les taux développés par le Groupe afin de calculer sa provision « collective ».

En 2023, la Succursale a comptabilisé la reprise de provisions pour risques de 6060 milles d'EUR.

9. Gains ou pertes sur actifs immobilisés

En 2023, aucuns gains ou pertes sur actifs immobilisés ne sont comptabilisés.

10. Impôt sur les bénéfices

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
RESULTAT COMPTABLE AVANT IMPOT	-2 169	5 450
Différences temporelles	-6 212	-2 660
Réintégrations	177	74
Déductions	- 100	- 13
Imputation des déficits antérieurs	0	-1 926
RESULTAT FISCAL	-8 303	926
IS avec taux normal de 25%	0	- 245
Contribution sociale (3,3 % de l'IS dû)	0	0
LA CHARGE D'IMPÔT SUR LES BENEFICES	0	- 245

Compte tenu du résultat fiscal, aucune charge d'impôt sur les bénéfices est comptabilisée au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2023.

Note 5. Information sur le Hors Bilan

1. Engagements de financement donnés

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Engagement avec maturité initiale jusqu'à 1 an	0	61 250
Engagement avec maturité initiale supérieure à 1 an	122 624	12 256
TOTAL	122 624	73 506

Les engagements de financement donnés sont ventilés par leur maturité initiale.

2. Engagements de garanties données

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Engagement avec un risque moyen	182 852	5 063
TOTAL	182 852	5 063

En 2023, la Succursale a lancé l'activité de l'émission de lettres de garantie pour ses clients.

3. Engagements de financement reçus

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
----------------------------	----------------------	----------------------

Ligne de trésorerie (montant non employé)	200 000	200 000
Ligne de crédit (montant non employé)	452 489	433 152
TOTAL	652 489	633 152

Une ligne de trésorerie reçue de la maison mère d'un montant de 200 millions d'EUR mobilisables à première demande. Cet engagement de refinancement a été établi en 2013 à la demande de l'Autorité du contrôle prudentiel et de résolution.

Dans le cadre de la poursuite de l'activité d'octroi de crédits figure un engagement de refinancement reçu de la maison mère le 04 juillet 2017 d'un montant initial de 500 millions d'USD, soit 453 millions d'EUR (montant non employé de 500 millions d'USD, soit 452 millions d'EUR).

4. Engagements de garantie reçus

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	182 852	0
Engagements de garantie reçus de la clientèle	74 500	0
TOTAL	257 352	0

Les engagements de garantie reçus permettent à la succursale de se couvrir contre les risques de défaut de remboursement des prêts.

Note 6. Transactions Intra-groupe

Les contreparties intra-groupe comprennent principalement la maison mère CEXIM et les autres succursales et filiales contrôlées en Chine.

1. Bilan

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
ACTIF		
Comptes et prêts à terme et créances rattachées	0	0
TOTAL ACTIF	0	0
PASSIF		
Comptes et prêts à terme et dettes rattachées	0	36 120
Dépôt à terme de la clientèle et dettes rattachées	94 944	0
Dépôt à vue de la clientèle	0	
TOTAL PASSIF	94 944	36 120

En 2023, les transactions intra-groupe sont principalement composées des dépôts des clients intra-groupe.

2. Hors bilan

<i>en milliers d'euros</i>	Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Ligne de trésorerie reçue (montant non employé)	200 000	200 000
Ligne de crédit reçue (montant non employé)	452 489	433 152
Engagements de garantie reçus	182 852	113 769

Une ligne de trésorerie reçue de la maison mère d'un montant de 200 millions d'EUR mobilisables à première demande. Cet engagement de refinancement a été établi en 2013 à la demande de l'Autorité du contrôle prudentiel et de résolution.

Dans le cadre de la poursuite de l'activité d'octroi de crédits figure un engagement de refinancement reçu de la maison mère le 04 juillet 2017 d'un montant initial de 500 millions d'USD, soit 469 millions d'EUR (montant non employé de 500 millions d'USD, soit 452 millions d'EUR).

Les engagements de garantie reçus permettent à la succursale de se couvrir contre les risques de défaut de remboursement des prêts.

En 2022, la succursale a lancé l'activité de l'émission de lettres de garantie pour ses clients.

Note 7. Autres informations

1. Engagements de retraite en faveur des salariés

La convention collective de la Succursale, prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé d'accord particulier. La méthode retenue dans le cadre de cette évaluation est la méthode des unités de crédits projetées (ou méthode du prorata des droits au terme).

Le montant des engagements de retraite est évalué à 39 005,22 EUR au 31 décembre 2023, sur les hypothèses suivantes:

Mise à la retraite à partir de 65-67 ans

Composition de l'effectif au 31 décembre 2023 :

L'analyse est effectuée sur l'ensemble du personnel sans distinction de catégorie (Cadre/Non cadre)

Age moyen 39 ans

Effectif 39

Taux de turnover : Faible

Taux d'actualisation 3,2%

Revalorisation des salaires 2,5%

Ce montant n'a pas fait l'objet d'une provision dans les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

2. Consolidation

Les comptes individuels de la Succursale font partie intégrante des comptes du siège de la Banque et sont donc consolidés au niveau du groupe.

Ci-dessous l'identité de la société mère consolidant les comptes :

The Export-Import Bank of China, n° 30 street FuXingMenNei, XiCheng District, Beijing 100031, China.

3. Honoraires des commissaires aux comptes

Au 31 décembre 2023, les commissaires aux comptes sont Grant Thornton et Thierry Morel & Associés. Le montant des honoraires des commissaires aux comptes au titre de l'exercice 2023 s'élève à 66 milles d'EUR hors taxes, dont 35 milles d'EUR pour Grant Thornton et 31 milles d'EUR pour Thierry Morel & Associés.

4. Implantations dans les pays non coopératifs

Au 31 décembre 2023, la Succursale n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires fiscalement non coopératifs.

IV. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

THE EXPORT-IMPORT BANK OF CHINA Succursale de Paris

Exercice clos le 31 décembre 2023

Au Management Committee de la succursale de Paris de la société THE EXPORT-IMPORT BANK OF CHINA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Comité de direction conformément à l'article L.511-38 du code monétaire et financier, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la succursale de Paris THE EXPORT-IMPORT BANK OF CHINA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'établissement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Provisionnement du risque de crédit

La succursale EXIM PARIS est exposée aux risques de crédit et de contreparties. Ces risques résultent de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers et concernent ses activités de prêts. Comme indiqué dans les notes 2.3.3, 3.8 et 4.8 de l'annexe des comptes annuels, des provisions sur les encours sains sont constituées et destinées à couvrir les risques probables de pertes (risque de crédit non avéré).

Le montant total des provisions, déterminées sur base collective sur les encours de crédit sains et du hors bilan, s'élève à 3 108 K€ au 31.12.2023. Ces provisions sont calculées à partir d'un modèle et des taux développés par le Groupe.

Nos travaux ont consisté à examiner la méthodologie d'évaluation mise en oeuvre par votre établissement afin de vérifier le caractère raisonnable des estimations qui en résultent, à vérifier que ces estimations comptables sont issues de méthodes documentées conformes aux principes décrits dans les notes de l'annexe des comptes annuels ci-dessus mentionnées, à s'assurer que les taux que vous avez utilisés provenaient du Groupe et avaient fait l'objet d'un audit par ses commissaires aux comptes.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directeur général et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Comité de direction, à l'exception du point ci-après.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de la succursale relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'établissement ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directeur général.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre établissement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en oeuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations, ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces

informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly-sur-Seine et Chartres, le 26 juin 2024

Les commissaires aux comptes

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton International

Azarias SEKKO

Associé

Thierry Morel & Associés

Thierry MOREL

Associé